

# LE PROLETAIRE

## Parti Communiste International

### **Dans son affrontement avec l'impérialisme américain et les impérialismes européens, l'impérialisme russe lance ses troupes à la reconquête territoriale de zones stratégiques de l'Ukraine : après la Crimée, le Donbass, puis Odessa ?**

Depuis huit ans, des affrontements armés ont lieu en Ukraine dans la région du Donbass, notamment dans les provinces de Lougansk et de Donetsk, entre les séparatistes russophones et l'armée ukrainienne, en dépit des accords de Minsk de 2014 et de Minsk II de 2015, qui ont fait l'objet d'un grand battage médiatique ; ils impliquaient l'Ukraine, la Russie, l'OSCE, les représentants des deux « républiques populaires » autoproclamées de Lougansk et de Donetsk et, dans les accords de Minsk II, également la France et l'Allemagne. Selon les médias, pas moins de 22 000 personnes sont mortes au cours de ces huit années de guerre de « basse intensité ».

Il était clair dès le début que ces accords n'avaient aucune chance d'être respectés par l'une ou l'autre des parties directement concernées –Ukraine, Russie, séparatistes russophones–, à tel point qu'il a fallu un Minsk II qui n'a pas davantage apporté la paix. De la part de Kiev, l'engagement de reconnaître aux deux « républiques » de Lougansk et de Donetsk la grande autonomie promise, tout en maintenant une forte présence de sa propre armée, n'a pas été respecté ; de la part de ces deux « républiques », avec derrière elles la Russie en tant que véritable protagoniste, les attaques contre l'armée ukrainienne, considérée comme « occupante » de la partie occidentale des provinces de Lougansk et de Donetsk, n'ont jamais cessé. En réalité, comme le souligne notre prise de position du 25 décembre dernier (1), la véritable cause de l'affrontement dans le Donbass est à rechercher dans le fait que cette région est absolument stratégique tant pour la Russie que pour l'Ukraine d'un point de vue économique et politique et, du point de vue des contrastes inter-impérialistes, également pour les impérialismes européen et américain. Elle l'est, en effet, pour l'OTAN et l'Union Européenne, depuis qu'en 1991 – après l'effondrement de l'URSS – tous les pays qui faisaient partie de l'empire russe s'en sont détachés, devenant indépendants de Moscou. Mais à l'ère impérialiste, l'indépendance d'un pays par rapport aux autres, et surtout par rapport à l'impérialisme qui le dominait auparavant, reste un désir abstrait. Il y a tellement d'aspects économiques, financiers, politiques et militaires qui déterminent la politique intérieure et extérieure d'un État que celui-ci – surtout s'il se trouve dans une zone géopolitique de grande importance dans les rivalités inter-impérialistes, comme l'Europe de l'Est, est obligé de vendre son « indépendance », et donc son territoire, son économie et son gouvernement, à un des pôles impérialistes qui peut le mieux favoriser ses intérêts nationaux ou, au moins, le protéger des convoitises des pays ennemis. Bien entendu, le degré de soumission d'un État à un impérialisme plus puissant dépend d'une série de facteurs politiques et économiques qui varient en fonction des rapports de force entre les différents impérialismes qui dominent le marché international et, par conséquent, le monde, et du degré de faiblesse du pays soumis.

Dans le cas des anciennes républiques « populaires » et « démocratiques » d'Europe de l'Est qui faisaient partie de l'empire russe – et que la contre-révolution stalinienne, déformant totalement le marxisme, présentaient comme « socialistes » – la transformation des satellites de Moscou en satellites de l'Union Européenne et des États-Unis a pris environ quinze ans. Elle a commencé par l'intégration de l'Allemagne de l'Est dans l'Allemagne de l'Ouest (après la chute du mur de Berlin en 1989) et s'est poursuivie avec la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie (divisée pacifiquement en République tchèque et en Slovaquie), la Bulgarie, les États baltes, etc., tandis que d'autres pays, comme la Biélorussie et l'Ukraine, ont continué à être soumis beaucoup plus directement à une forte influence de Moscou, malgré leur « indépendance ».

Cette longue transmigration a entraîné, outre l'intégration de nombre de ces pays dans l'Union européenne, l'affiliation de beaucoup d'entre eux à l'OTAN (République tchèque, Hongrie, Pologne, Bulgarie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie).

L'OTAN, l'Alliance Atlantique militaire, a été fondée en 1949 par les États-Unis et onze autres pays d'Europe occidentale. En 1955, l'Allemagne de l'Ouest adhéra à l'Alliance ; c'est alors que Moscou, voyant les forces militaires de l'OTAN stationnées aux portes de l'Allemagne de l'Est – notamment le côté le plus stratégique des frontières

européennes du fameux « rideau de fer »—s'est empressée d'unir, dans ce qui est devenu le Pacte de Varsovie, les forces armées de l'URSS et des autres pays d'Europe de l'Est qui faisaient partie de ses dominions occidentaux (Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie), constituant ainsi un important rideau défensif contre des attaques terrestres et aériennes tout au long d'une ligne allant des frontières des États baltes à la mer Noire.

Avec l'effondrement de l'URSS, le Pacte de Varsovie s'est dissous et le rideau défensif formé par les pays de ce Pacte a disparu ; la grave crise économique et politique connue par la Russie dans les années 1990 l'a contrainte à se replier à l'intérieur des seules frontières de la Fédération de Russie, en essayant de maintenir et de consolider les liens avec les groupes ethniques russes qui vivaient dans certains pays (pays baltes, Biélorussie, Moldavie, Ukraine).

Il suffit de regarder une carte pour comprendre qu'en étant présente en Biélorussie et en Ukraine, la Russie dispose encore, d'un point de vue militaire, d'une zone tampon efficace, et d'un point de vue économique, surtout en ce qui concerne l'Ukraine, d'un excellent allié tant pour la production agricole que pour la production industrielle et énergétique. De toute évidence, Moscou n'a pas vu d'un bon oeil l'inclinaison de l'Ukraine à intégrer l'Union européenne, sans parler de l'OTAN. Tout comme la Maison Blanche n'avait pas du tout apprécié en 1962 l'installation de missiles russes à Cuba, elle n'apprécierait pas du tout l'installation de missiles américains en Ukraine si celle-ci rejoignait l'OTAN. En 1962, l'Amérique menaçait de faire la guerre à la Russie, déclenchant ainsi une guerre mondiale ; soixante ans plus tard, en 2022, la Russie, en occupant l'Ukraine, cherche à prévenir l'installation de missiles américains en Ukraine... « pour éviter une guerre mondiale »...

À l'heure où les pays européens ont montré qu'ils n'avaient pas la capacité, ou l'intérêt, de s'unir politiquement étant donné la concurrence inter-impérialiste féroce entre eux, y compris entre l'Allemagne et la France, et à l'heure où même les États-Unis rencontrent de sérieuses difficultés à maintenir leur suprématie politique dans le dit « monde occidental », la Russie ose des opérations qu'elle n'aurait même pas imaginées il y a seulement quinze ans. Ses interventions en Syrie et en Libye, son « alliance » subtile avec la Turquie, en profitant de l'ambition d'Ankara de se tailler une place parmi les puissances régionales du Moyen-Orient, ainsi que la conduite désastreuse de la guerre américano-européenne en Irak, en Libye, en Syrie et en Afghanistan, signent une série de pas que l'impérialisme russe, historiquement expert à attendre patiemment de se mouvoir (avec le « Général hiver » comme allié supplémentaire), est en train d'accomplir pour récupérer au moins une partie de son ancienne puissance impérialiste.

Mais l'impérialisme n'a de force que s'il repose sur des bases économiques et financières solides. Et l'impérialisme russe ne peut rivaliser en force économique et financière avec l'impérialisme américain. En revanche, il est doté d'une puissante force militaire, et notamment nucléaire, et c'est cet aspect qui inquiète Washington, Berlin, Paris, Londres et Rome et sur lequel il mise évidemment.

Le territoire russe s'étend de l'Europe à l'Asie ; cette immensité sur deux continents s'est avérée être à la fois une force (en cas d'attaque, par exemple par l'ouest, il est possible de se replier sur un vaste territoire pour réorganiser ses forces et contre-attaquer), mais aussi une faiblesse (en cas d'attaque des deux côtés, de l'est et de l'ouest, il est beaucoup plus difficile d'organiser la contre-attaque). Mais occuper la Russie, prendre Moscou (ce qui reviendrait dans le cas français la France à prendre Paris), n'a jamais été une tâche facile ; Napoléon a essayé, l'Empire allemand l'a tenté pendant la première guerre mondiale, l'Allemagne nazie a essayé aussi lors de la deuxième guerre mondiale, mais personne n'y a réussi.

Une seule force a réussi à renverser le pouvoir en Russie, alors centré à Petrograd : la révolution prolétarienne et communiste de 1917 ; cette force représentait le fer de lance de la révolution mondiale qui visait à renverser les pouvoirs bourgeois non seulement en Russie mais aussi à Varsovie, Budapest, Berlin, Vienne et ensuite à Paris, Londres, en vue de la révolution en Orient, en Chine, et dans l'Occident profond, en Amérique. Ce grand dessein révolutionnaire ne s'est pas réalisé, non seulement parce que les puissances impérialistes européennes et américaines ont résisté et contre-attaqué avec une force décuplée (comme le soutenait Trotsky), mais surtout à cause de l'oeuvre de l'opportunisme réformiste et, plus tard, stalinien, qui, tel un cancer, a débilité le prolétariat, sa lutte et les partis qui étaient censés le guider et le diriger dans tous les pays, jusqu'à les effacer de l'horizon pendant des décennies.

Au cours des cinquante dernières années qui nous séparent de la grande crise mondiale de 1975 et de la fin des grands mouvements anticoloniaux, nous avons assisté à une interminable série de guerres locales, régionales, voire tribales, dans lesquelles les différentes puissances impérialistes ont été constamment impliquées, directement ou indirectement. Ces guerres ont presque toujours eu lieu à la « périphérie » de l'impérialisme, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans les territoires où la domination coloniale la plus brutale s'est exercée pendant des siècles, tandis que l'Europe occidentale et l'Amérique apparaissaient comme des lieux où régnait la paix, continuant à faire croire

aux prolétaires des métropoles que cette paix dans laquelle ils vivaient était due à la démocratie, à la civilisation moderne et au développement capitaliste. Mais ce développement, de même qu'il conduisit à la crise mondiale de 1975, déboucha sur l'effondrement de l'URSS et sur les heurts en Yougoslavie, qui s'est également effondrée sous les coups de la crise économique et de la guerre entre nationalismes retrouvant une force nouvelle : alors, disait-on, la guerre frappe aux portes de l'Europe – et elle l'a fait pour toute une décennie.

Aujourd'hui, elle frappe à nouveau, toujours aux portes de l'Est, cette fois en Ukraine, mais, contrairement à la décennie yougoslave (1991-2001), aucun impérialisme occidental, pas même les Etats-Unis, n'entend s'impliquer militairement dans la défense de la très sainte souveraineté nationale de Kiev !

La Russie a bien calculé son timing : elle a laissé la porte ouverte aux discussions diplomatiques et, en même temps, elle a massé 170 à 190 mille soldats aux frontières de l'Ukraine, prêts à intervenir – comme l'ont fait à maintes reprises les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne – en tant que « forces d'interposition » ; non pas en tant que forces d'occupation mais en tant que forces militaires défendant la « souveraineté » des deux républiques autoproclamées, officiellement reconnues quelques jours auparavant par la Douma russe. Le prétexte de l'attaque militaire de grande ampleur était sur la table ; Poutine n'a eu aucun mal à l'utiliser pour justifier l'intervention militaire, dont il a annoncé les deux objectifs : protéger la population des deux républiques séparatistes du Donbass de la répression ukrainienne, et démilitariser l'Ukraine du pouvoir « nazi » du gouvernement de Kiev.

La réaction américaine s'est réduite à la menace de sanctions, plus dures que celles déjà mises en place en 2014 lors de la prise de la Crimée par la Russie, tant sur le plan économique que financier. Après la rebuffade reçue par Macron et Scholtz, qui s'étaient précipités à Moscou pour dissuader Poutine d'envahir l'Ukraine, l'Union européenne a rejoint Washington : sanctions, sanctions, sanctions.

Les intérêts commerciaux et financiers de l'Allemagne, de l'Italie, de la France, de la Pologne et de beaucoup d'autres pays européens avec la Russie ont un poids important, et pas seulement en ce qui concerne le gaz naturel qui, à travers les nombreux gazoducs existants, arrive en Europe occidentale pour couvrir environ 40% de ses besoins énergétiques : un pourcentage qui ne peut être garanti que par la Russie, et qui pourrait même augmenter lorsque Nord Stream 2, le gazoduc déjà prêt et qui, au fond de la mer Baltique, arrive de la Russie directement en Allemagne sans passer par un pays tiers, commencera à fonctionner. L'Allemagne et l'Italie, les deux principaux pays industriels d'Europe, sont ceux qui dépendent de manière significative du gaz russe. Si la Russie, en réaction aux lourdes sanctions qui lui sont infligées devait fermer les robinets de gaz à l'Europe, l'Allemagne et l'Italie seraient les pays qui paieraient immédiatement le prix le plus élevé. Bien sûr, la Russie serait également perdante, car elle ne trouverait pas facilement une alternative, pas même avec la Chine, qui dernièrement semble intéressée par le gaz russe. Par conséquent, des sanctions trop lourdes ne seront pas déclenchées de part et d'autre, malgré une pression américaine considérable sur les Européens. Les intérêts en jeu sont trop importants pour les mettre en péril juste pour plaire à Washington... Tant qu'il s'agit de discours, aussi durs que l'on veut... et de sanctions qui n'entraînent pas un prix trop élevé à payer, d'accord ; mais s'il s'agit de porter un coup mortel à la reprise économique qui vient de renaître après les années de pandémie..., il n'en n'est pas question, pour l'Allemagne en premier lieu, la seule à pouvoir résister à la pression de Washington et, en même temps, à celle de Moscou.

Par conséquent, l'expédition militaire de Moscou en Ukraine continuera, au milieu des cris et des pleurs de toutes les chancelleries occidentales pour la violation de la souveraineté nationale et de la démocratie ; mais les affaires sont les affaires ; en 2014 face à l'intervention militaire russe en Crimée, les sanctions occidentales contre Moscou n'ont arrêté ni l'occupation ni l'annexion ; comment pourraient elles arrêter l'occupation militaire russe du Donbass (qui est la région minière la plus importante d'Ukraine), voire la guerre en Ukraine ?

Il est plus probable, étant donné la situation générale actuelle des rapports de force inter-impérialistes, que ce qui s'est en partie produit en Géorgie se reproduise en Ukraine ; à savoir que la Russie 1) empêche le pays d'être affilié à l'OTAN, 2) que la partie du pays habitée par des groupes ethniques russes se détache en une république autonome et serve de tremplin à de futures opérations de plus grande envergure, 3) que les coins que représentent ces zones séparatistes portent également leurs fruits d'un point de vue économique et en termes de voies de communication avec d'autres pays directement contrôlés par le pouvoir russe, 4) qu'ils constitueront un avertissement constant pour les pays voisins de la présence militaire russe, prête à intervenir rapidement pour défendre les frontières sacrées même loin de Moscou, ou pour annexer les territoires lorsque la situation générale semble favorable à une éventuelle annexion. Il ne faut pas oublier que l'impérialisme ne signifie pas seulement l'économie des monopoles et du capital financier, mais aussi l'occupation et l'annexion de territoires.

Comme nous l'avons écrit dans notre prise de position du 25 décembre : « *L'Ukraine est l'un des endroits qui*

*peuvent devenir un foyer de guerre impérialiste lorsque les tensions internationales aiguës par les crises économiques, pousseront à nouveau les grands impérialismes vers un troisième conflit mondial. Les « nuées » menaçantes ne cessent de s'accumuler, mais nous ne sommes cependant pas encore à la veille d'un tel conflit ; d'ailleurs les futures alliances de guerre ne sont pas encore fixées : la Russie et les Etats-Unis réussiront-ils à s'entendre contre la Chine, ou l'axe russo-chinois contre les Etats-Unis se concrétisera-t-il? »*

Pendant ce temps, la Chine regarde ce qui se passe et enregistre les différentes réactions des impérialistes en lice, dans la position d'un futur protagoniste, désireux de comprendre le type d'attitude et de force de ceux qui pourraient devenir les alliés ou les ennemis de demain. Il ne fait aucun doute qu'à l'heure actuelle, elle souhaite justifier les actions de Moscou en fonction anti-américaine et que demain, après avoir mis la main sur Hong Kong, elle vise à s'emparer du morceau le plus savoureux, constitué par Taïwan (l'île de Formose) que Pékin a toujours considéré comme une partie intégrante de la Chine, soustraite en 1949 à l'unité territoriale nationale par l'impérialisme anglo-américain, avec la Russie à ses côtés.

L'époque impérialiste est l'époque des guerres permanentes, à différents niveaux, en fonction de l'accumulation des contradictions sociales et de la succession des crises économiques et financières qui la caractérisent. Ce ne sont pas, comme cela ne l'a jamais été, les accords diplomatiques et de « paix » qui suivent les conflits, même les plus dévastateurs, qui empêcheront la course naturelle du capitalisme vers la guerre ; les deux guerres impérialistes mondiales du siècle dernier projettent leur ombre sur la prochaine troisième guerre mondiale vers laquelle se précipitent inexorablement les contrastes inter-impérialistes.

La seule force capable de l'empêcher ou de l'arrêter ne sera jamais bourgeoise et impérialiste, pas même sous sa forme la plus démocratique et « civilisée » ; ce sera la force sociale représentée par la classe ouvrière, par le prolétariat, qui dans le monde entier est contraint aux mêmes conditions salariales et que les mêmes contradictions économiques et sociales poussent à faire de l'antagonisme de classe qui caractérise la société bourgeoise, le ressort d'une lutte non pacifique, non démocratique, non parlementaire, mais de classe : alors la guerre impérialiste se transformera en guerre civile, comme Marx et Engels l'ont affirmé après l'expérience de la Commune de Paris et comme Lénine et l'Internationale Communiste le proclamèrent après la révolution victorieuse d'octobre 1917.

Pour que le prolétariat soit préparé à ce rendez-vous historique avec sa révolution de classe, il doit se débarrasser de l'épaisse couche de légalisme, de pacifisme et de démocratisme dont l'opportunisme collaborationniste l'a revêtu, non pas pour l'émanciper mais pour l'étouffer, l'emprisonnant dans des chaînes encore plus serrées aux besoins exclusifs du capitalisme.

Le pouvoir bourgeois dans tous les pays a fait, fait et fera toujours appel à la patrie, aux valeurs nationales, à la culture et à l'unité nationales, pour lesquelles il oblige et obligera toujours le prolétariat à donner sa sueur et verser son sang en temps de paix comme en temps de guerre. Aujourd'hui, en dépit des cris de liberté et de souveraineté populaire, c'est le nationalisme pourri grand-russe qui se heurte au nationalisme pourri de l'Ukraine, c'est contre toutes les formes de nationalisme que les prolétaires doivent se battre car le nationalisme est l'un des vecteurs les plus dangereux et les plus efficaces de la division entre eux. L'union des prolétaires ne peut pas se faire sur le terrain de la nation, mais seulement sur le terrain classe, anticapitaliste, antibourgeois et donc internationaliste.

**Contre l'embrigadement des prolétaires dans les armées nationales bourgeoises !**

**Contre l'effusion de sang prolétarien pour faire triompher une bande d'exploiteurs et de tortionnaires contre la bande d'exploiteurs et de tortionnaires adverse !**

**Contre toute forme de concurrence entre prolétaires !**

**Pour la solidarité de classe entre les prolétaires ukrainiens et russes, pour l'union des prolétaires de toutes les nationalités et ethnies par-dessus les frontières bourgeoises !**

**Pour la reprise de la lutte de classe menée avec des moyens et des méthodes de classe, pour la défense exclusive des intérêts immédiats et généraux prolétariens !**

**Pour la reconstitution du parti de classe, du parti communiste révolutionnaire internationaliste et international !**

**parti communiste international**

(1) cf « Tensions à la frontière ukrainienne: seul le prolétariat peut mettre fin aux affrontements impérialistes », 25/12/2021

*Correspondance:*

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 [www.pcint.org](http://www.pcint.org)

- Imp. Spé. - 24/2/2022 - supplément au Prolétaire n° 542

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian